

MUIN ÇAMI

LA LUTTE ANTI-IMPERIALISTE
DE LIBERATION NATIONALE
DU PEUPLE ALBANAIS
(1918-1920)

TIRANE 1973

ACADEMIE DES SCIENCES DE LA RP D'ALBANIE

INSTITUT D'HISTOIRE



MUJIN ÇAMI

ΔΗΜΟΣΙΑ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΚΟΝΙΤΣΑΣ

ΑΡ. ΕΙΣΑΓΟΓΗΣ 55957

ΗΜΕΡ. ΕΙΣΑΓΟΓΗΣ 10/9/2014

ΤΑΞΙΝ. ΑΡΙΘΜ.

**LA LUTTE ANTI-IMPERIALISTE
DE LIBERATION NATIONALE
DU PEUPLE ALBANAIS
(1918-1920)**

* ΣΥΛΛΟΓΗ *
ΕΥΑΓΓΕΛΟΥ ΠΡΙΩΝΗ
ΔΩΡΕΑ ΑΠΟ ΤΟ ΣΥΛΛΟΓΟ
ΚΑΣΤΑΝΙΑΝΗΣ ΠΩΓΩΝΙΟΥ

TIRANÉ, 1973

* * *
KAZHAIANIZ BOLSHIY
DOPRA AND TO ZAVOLGO
EYALLEBY BRIONH
* * *

Tirazhi: 2000

Format 60 x 88/16

Stash: 2204-1972

Shtypur: Drejtoria Qëndrore e Poligrafisë
Shtypshkronja «MIHAL DURI» – Tiranë, 1973



AVANT-PROPOS

Le 28 novembre 1912 le peuple albanais remportait une victoire de portée historique; après bien des luttes et des efforts méritoires, il proclamait son indépendance et secouait une fois pour toutes le joug écrasant de la domination turque. Néanmoins, la rupture des chaînes séculaires de cet assujettissement ne dissipait pas encore les menaces mortelles qui pesaient sur l'existence même de l'Albanie. Après novembre 1912, une nouvelle période de luttes et d'épreuves commençait pour le peuple albanais. Elle se caractérise, dès le début, par l'effort pour défendre l'indépendance de l'Etat albanais à peine formé et son intégrité territoriale, menacées par les puissances impérialistes et les pays chauvins à leur remorque. Durant la première décennie qui suivit la proclamation de l'indépendance, cette lutte devait atteindre son apogée avec le Congrès de Lushnje et la Bataille de Vlore.

Voici cinquante ans que se tenait le Congrès historique de Lushnje et que le peuple albanais recourait aux armes contre les Italiens installés à Vlore. Réuni au mois de janvier 1920, ce Congrès hissa le drapeau de la lutte anti-impérialiste et élaborait un programme politique défini de combat, auquel adhérèrent les plus larges couches du peuple albanais, unies en un front anti-impérialiste de libération nationale. La bataille de Vlore, qui éclata au mois de juin 1920, traduisait dans les faits les décisions de ce Congrès. Salvatrice pour le pays, la victoire des armes albanaïses à Vlore conjurait le danger d'annexion de cette région par l'Italie et de l'instauration du mandat italien sur l'Etat albanais amputé. Dans le même temps, elle compromettait gravement les efforts des deux monarchies balkaniques voisines pour arracher à l'Albanie ses régions du sud et du nord.

La lutte de libération anti-impérialiste du peuple albanais, menée dans les années 1918-1920, se déroula en un temps où

d'importants changements politiques, économiques et sociaux avaient eu lieu dans le monde. Les empires russe, austro-hongrois et turc s'effondraient, de nouveaux Etats indépendants étaient formés et des peuples jusque-là opprimés se dressaient. L'événement le plus marquant, cependant, était la victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre. Elle ouvrait en effet une nouvelle époque dans l'histoire de l'humanité, l'époque du déclin du capitalisme et du triomphe du régime socialiste, l'époque des révolutions prolétariennes dans les pays capitalistes et des révolutions de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants, l'époque du front unique révolutionnaire des prolétaires et des peuples opprimés de tous les pays contre l'impérialisme.

Les idées de la Révolution d'Octobre et la politique de paix et de démocratie poursuivie par le gouvernement soviétique conduit par Lénine, ne manquèrent pas de faire sentir leur influence sur l'Albanie également. Le gouvernement soviétique rendit publics les traités secrets de spoliation conclus entre les puissances, et notamment celui de Londres du 26 avril 1915, aux termes duquel l'Entente démembrait l'Albanie à l'avantage des pays voisins. La révélation de la teneur de ce traité dévoila au peuple albanais les véritables desseins des puissances de l'Entente et au premier chef les intentions de l'Italie envers l'Albanie. Le peuple albanais avait ainsi une arme de plus pour démasquer la politique impérialiste et chauvine des pays voisins et des puissances qui les appuyaient. Les masses populaires albanaïses devinrent plus attentives et leur lutte pour assurer l'indépendance et l'intégrité territoriale du pays prit, dans les années 1918-1920, une grande ampleur.

*

C'est par sa densité en événements politiques d'envergure que la période que couvrent les années 1918-1920 a attiré l'attention de la nouvelle historiographie albanaïse. Avant l'instauration du pouvoir populaire, aucune étude particulière consacrée à cette période, n'avait paru en Albanie. Une historiographie albanaïse, à proprement parler, n'existait pas. Les institutions et les spécialistes requis faisaient totalement défaut. Seuls quelques particuliers se consacrèrent à l'étude de certains aspects de l'histoire du pays. Le premier à avoir traité cette période est S. Hallkokondi, dont le travail s'étend

jusqu' à la fin du Congrès de Lushnje ¹⁾). Son mérite est d'avoir brossé à grands traits, mais avec un souci d'exactitude, un tableau du mouvement national contre l'occupation italienne et la politique antialbanaise de Rome. Il observe par ailleurs une attitude critique à l'égard du gouvernement provisoire de Durres, sans cependant entrer dans une analyse approfondie de ses actes. N'ayant pas eu la possibilité d'utiliser les documents et les matériaux de l'époque, il fonde principalement son ouvrage sur ses propres souvenirs et notes, en témoin qu'il fut de ces événements. Les souvenirs et les articles de N. Ivanaj ²⁾, rassemblés dans deux volumes, comportent le même jugement critique à l'encontre du gouvernement provisoire de Durres et en particulier de l'attitude anti-nationale des représentants de l'Eglise catholique.

Les publications des autres auteurs albanais de la période antérieure à la Libération, en particulier de T. Selenica, ³⁾ S. Stavri ⁴⁾, B. Qorri ⁵⁾, sont plutôt une simple liste des mémorandums et protestations adressés à la Conférence de la Paix par le mouvement national albanais et les délégations albanaïses à Paris, qu'une réelle analyse de la croissance de ce mouvement, qui devait conduire au Congrès de Lushnje, puis à la bataille de libération de Vlore.

Aucun d'eux ne s'est attaché à étudier les courants politiques à caractère de classe, qui formaient le mouvement national albanais en 1918-1920. Leurs travaux ne font ressortir ni le rôle antinational des grands propriétaires terriens, ni l'attitude versatile de certains représentants de la bourgeoisie, ni le rôle déterminant des masses populaires. Au lieu de présenter le mouvement national qui aboutit aux deux grands événements de 1920, comme un mouvement des larges masses du peuple albanais, ils l'ont réduit, comme l'affirme notamment T. Selenica, à une action d'une «poignée de patriotes» ⁶⁾. A l'époque du régime antinational du roi Zog, les biographes d'Ahmet Zogu, tels T. Selenica et K. Dako ⁷⁾, tressèrent des couronnes aux représentants des classes dominantes réactionnaires et ignorèrent le rôle des masses populaires dans l'histoire.

1) S. Hallkokondi, *Histori e Shqipërisë së Re*. (Histoire de l'Albanie nouvelle), Vlore, 1923.

2) N. Ivanaj, *Historija e Shqipnjes së Re*. (Histoire de l'Albanie nouvelle) vol. 1-2, Tirana, 1943-1945.

3) T. Selenica, *Shqipria më 1927*. (l'Albanie en 1927), Tirana, 1928.

4) S. Stavri, *Etudes sur l'Albanie*, Paris, 1922.

5) B. Qorri, *Shqipnia e vërtetë* (La véritable Albanie), Tirana, 1944.

6) T. Selenica, *Op. Cit.*, p. 73.

7) K. Dako, *Shënime historike nga jeta dhe veprat...* (Notes historiques...), Tirana, 1937.

Les auteurs albanais d'avant la Libération ont aussi été fortement influencés par les ouvrages des hommes d'étude étrangers qui avaient jusqu'alors quasi monopolisé les études albanologiques. Les auteurs étrangers qui se sont occupés de l'histoire du pays, ont consacré une plus grande attention aux relations internationales de l'Albanie dans les années 1918-1920, qu'à la lutte de libération anti-impérialiste menée à l'époque par le peuple albanais. Dans la plupart des cas, ils se sont employés à légitimer l'attitude de leurs gouvernements à l'égard du problème albanais. Les auteurs italiens A. Giannini⁸⁾ et Colonna di Cesarò⁹⁾, entre autres, se sont signalés en ce sens.

Partant du souci de l'Italie d'assurer sa «sécurité» dans l'Adriatique, ils ont cherché à justifier sa politique agressive en Albanie, en présentant même l'activité des envahisseurs italiens dans le pays comme «bienfaisante» et «civilisatrice». S'ils furent contraints de mentionner la résistance du peuple albanais aux envahisseurs italiens, résistance qui prit en 1920 l'envergure d'une lutte armée, ils dissimulèrent ou même dénaturèrent les véritables causes qui conduisirent à cette guerre anti-impérialiste. Colonna di Cesarò et d'autres auteurs, notamment B. Caniglia¹⁰⁾ et E. Grasselli¹¹⁾, ne voient pas la raison qui détermina le peuple albanais à prendre les armes, dans les visées de rapine des impérialistes italiens en Albanie, mais uniquement dans la politique albanaise «erronée» du gouvernement Nitti, qui accéda aux affaires en juin 1919. D'après eux, le mouvement national du peuple albanais ne fut dirigé contre les envahisseurs italiens qu'à partir du moment où l'Italie s'engagea, à la Conférence de la Paix, dans des marchandages tendant à démembrer l'Albanie au profit de ses voisins balkaniques, (tractations qui menèrent d'abord à la signature de l'Accord Tittoni-Vénizelos du 29 juillet 1919). De la sorte, ces auteurs minimisent l'objectif de ce mouvement, et ne le présentent pas comme un mouvement dirigé, au premier chef, contre les objectifs de l'Italie en Albanie.

Les historiens italiens de la période qui suivit la Seconde

8) A. Giannini, *La questione albanese alla Conferenza della pace*, Napoli, 1922.

9) G. A. Colonna di Cesarò, *L'Italia nella Albania Meridionale*, Folligno, 1922.

10) B. Caniglia, *Italia e Albania (Ottobre 1914-Agosto 1920)*, Roma, 1925.

11) E. Grasselli, *L'Esercito italiano in Francia e in Oriente*, Milano, 1934.

Guerre mondiale, ne se sont guère occupés des questions albanaises concernant le période traitée dans cette étude. L'ouvrage de P. Alatri, sur la «Question de l'Adriatique», paru durant le gouvernement Nitti (1919-1920),¹²⁾ se concentre sur les divergences qui existaient entre les grandes puissances pour le partage de l'héritage austro-hongrois entre l'Italie et la Yougoslavie. Ce n'est que vers la fin de l'ouvrage, dans 2 à 3 pages seulement, qu'il s'arrête sur le conflit italo-albanais qui éclata à Vlore en juin 1920. Dans ces quelques pages, P. Alatri émet un jugement qui lui est «propre» sur les causes de l'insurrection armée de l'été 1920 contre les envahisseurs italiens. Omettant de considérer d'un oeil critique les documents des autorités italiennes d'occupation en Albanie (en particulier du haut commissaire italien), il présente la Bataille de Vlore sous un faux jour, comme une révolte uniquement dirigée contre le «régime malfaisant» du commandement italien d'occupation.

A de rares exceptions près, C. Spellanzon¹³⁾ entre autres, les auteurs étrangers ont généralement sous-estimé la très grande importance que revêtait pour l'avenir de l'Albanie la lutte du peuple albanais lui-même. Certains d'entre eux ont dépeint cette lutte comme le résultat d'incitations extérieures et non pas comme la manifestation des aspirations du peuple albanais lui-même à défendre ses droits nationaux. Nombreux sont ceux qui ont exprimé de telles opinions tendancieuses, mais les auteurs grecs se signalent particulièrement en ce domaine. Tels sont notamment L. Maccas¹⁴⁾ et A. Frangoudis,¹⁵⁾ qui ont publié des études pendant l'Entre-deux-Guerres, puis, B. Papadakis¹⁶⁾, P. Pipinelis¹⁷⁾, dont les ouvrages ont paru après la Seconde Guerre mondiale.

D'autres auteurs étrangers, français, anglais, etc., se sont également intéressés à l'histoire politique de l'Albanie, traitant notamment des événements des années 1918-1920. Nous

12) P. Alatri, Nitti, D'Annunzio e la questione adriatica, Milano, 1959.

13) C. Spellanzon, La questione d'Oriente, Vinti e vincitori nei Balcani, Milano, 1926, pp. 274-275, 286.

14) L. Maccas, La question gréco-albanaise, Nancy-Paris-Strasbourg, 1921.

15) G.S. Frangoudis, l'Hellénisme en lutte contre l'Orient et l'Occident, Athènes, 1925.

16) B. Papadakis, Histoire diplomatique de la question nord-épirote (1912-1957) Athènes, 1958.

17) P. Pipinelis, Europe and the Albanian question, sec.éd. Chicago, 1963.

citerons entre autres, J. Godart¹⁸⁾, J. Bourcart¹⁹⁾, R. Bernard²⁰⁾ et J. Swire²¹⁾. Tout en s'étendant surtout sur l'histoire des relations internationales, ils n'ont pas négligé le facteur intérieur, l'activité du mouvement national de libération, sur lesquels ils portent des jugements objectifs. Néanmoins, une réelle analyse des caractéristiques de la croissance du mouvement, de ses courants politiques et de ses forces motrices, fait défaut dans leurs ouvrages.

Des appréciations, généralement correctes, sur les forces motrices de la lutte anti-impérialiste du peuple albanais en 1918-1920 ont été faites par l'historien allemand E. Lewin²²⁾, qui s'est occupé ces dernières années de l'histoire de l'Albanie de cette période.

L'histoire de l'Albanie et du peuple albanais n'a commencé à devenir l'objet d'études scientifiques, de la part d'une institution spéciale centrale, qui permettent d'en approfondir les divers aspects, qu'après la Seconde Guerre mondiale, avec la Libération du pays et l'instauration du pouvoir populaire. Cela a été rendu possible grâce à la sollicitude particulière du Parti du Travail d'Albanie, qui n'a cessé d'encourager l'étude la plus minutieuse de l'histoire du peuple albanais pour mettre en lumière sa lutte indomptable pour la liberté, la démocratie et le progrès.

L'oeuvre collective de l'historiographie albanaise, publiée voici quelques années²³⁾, offre un tableau synthétique de certaines questions ayant trait à cette étude. Une brochure populaire sur le Congrès de Lushnje, a paru sous la plume de F. Veizi²⁴⁾ qui s'est également intéressé à l'activité du

18) J. Godart, *l'Albanie en 1921*, Paris, 1922.

19) J. Bourcart, *l'Albanie et les Albanais*, Paris, 1921.

20) R. Bernard, *Essai sur l'histoire de l'Albanie moderne*, Paris, 1935.

21) J. Swire, *Albania, the rise of a Kingdom*, London, 1929.

22) E. Lewin, *Die Grosse sozialistische Oktoberrevolution und die Albanische Unabhängigkeitsbewegung von 1917 bis 1920*, in «Jahrbuch für Geschichte der UdSSR und der Volksdemokratischen Länder Europas», 1967, Nr. 11.

23) *Historia e Shqipërisë* (Histoire de l'Albanie) vol. II, Edition de l'Université d'Etat de Tirana (UET) Tirana, 1965.

24) F. Veizi, *Kongresi i Lushnjës*, (Le Congrès de Lushnje), Tirana, 1960.

gouvernement issu de ce Congrès²⁵). K. Frashëri²⁶) a publié une étude sur la Bataille de Vlore. Il a par ailleurs traité certaines questions particulières concernant la période 1918-1920 dans quelques articles parus ces dernières années²⁷).

Dans le présent ouvrage, l'auteur se propose de broser un tableau plus complet de la lutte menée par le peuple albanais dans les années 1918-1920 pour sa libération nationale, de jeter un nouveau jour sur les circonstances politiques et économique-sociales qui ont entouré cette lutte anti-impérialiste et de retracer les caractéristiques de sa croissance jusqu'au déclenchement de l'insurrection armée de l'été 1920. Il a également été procédé à un examen plus approfondi du rôle des classes dans cette lutte.

Cette étude se fonde, certes, sur les travaux parus ainsi que sur les documents et matériaux publiés. Néanmoins, la principale source sur laquelle elle s'appuie est constituée par les documents inédits conservés aux Archives Centrales d'Etat de la République Populaire d'Albanie ainsi que par les matériaux de la presse albanaise de l'époque.

Cette étude a paru en albanais en 1969, sous le titre: *Lufta çlirimtare antiimperialiste e popullit shqiptar në vitet 1918-1920*. Editions de l'Université d'Etat de Tirana. Sa publication en français est la traduction du texte albanais.

25) F. Veizi, *Veprimtaria e qeverisë kombëtare të Lushnjës më 1920*. (L'activité du gouvernement national de Lushnje), in «Mbi lëvizjen kombëtare e demokratike shqiptare në vitet 1918-1924». Tiranë, 1966.

26) K. Frashëri, *Lufta çlirimtare e Vlores*, (La bataille de libération de Vlore), in «Buletin për shkencat shoqërore» 1954, Nr. 3.

27) M. Çami, *Rritja e lëvizjes nacional-çlirimtare shqiptare, pas Luftës së parë botërore — Kongresi i Lushnjës* (La croissance du mouvement de libération nationale au lendemain de la Première Guerre mondiale — le Congrès de Lushnje), in «Buletin për shkencat shoqërore» 1960, Nr. 1; *Kongresi i Durrësit dhe formimi i qeverisë së përkohshme (dhjetor 1918)* (Le Congrès de Durres et la formation du gouvernement provisoire (décembre 1918), in «Studime historike», 1965, Nr. 2; *Rrymat politike në lëvizjen kombëtare shqiptare në mbarim të Luftës së parë botërore*, (Les courants politiques dans le mouvement national albanais à la fin de la Première Guerre mondiale) in «Mbi lëvizjen kombëtare dhe demokratike shqiptare në vitet 1918-1924»; *Marrëveshja italo-shqiptare e 20 gushtit 1919 dhe protokollit i 16 dhjetorit 1919*, (L'accord italo-albanais du 20 août 1919 et le protocole du 16 décembre 1919), in «Studime historike», 1966, Nr. 2; *Lëvizja kombëtare shqiptare dhe politika italiane në mbarim të Luftës së parë botërore* (Le mouvement national albanais et la politique italienne à la fin de la Première Guerre mondiale), in «Studia albanica», 1966, Nr. 1.

Chapitre I

L'ALBANIE A LA FIN DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

1. — LA SITUATION POLITIQUE EXTERIEURE ET INTERIEURE.

A la fin de la Première Guerre mondiale la situation internationale, de même que sa situation politique intérieure, étaient, pour l'Albanie, des plus graves. Le peuple albanais traversait alors des moments extrêmement difficiles de son histoire. Le pays était totalement occupé par les forces armées de plusieurs puissances étrangères victorieuses de la Première Guerre mondiale. D'autre part, ces puissances avaient fait du territoire de l'Albanie et de son indépendance un objet de marchandages. Elles visaient à mettre en oeuvre les résultats des tractations menées durant la guerre au préjudice du peuple albanais et à l'avantage des plans de rapine des trois pays voisins: l'Italie, la Grèce et la Yougoslavie. Ces projets prévoyaient le partage de l'Albanie et sa suppression de la carte politique du monde en tant qu'Etat indépendant et souverain. Dans ces conditions, la lutte pour réduire à néant ces plans spoliateurs et défendre l'indépendance et l'intégrité territoriale du pays constituait la tâche politique la plus importante et la plus urgente qui se posait au peuple albanais dans les années 1918-1920. Cette tâche ne devait pouvoir être menée à bien que lorsque la lutte contre les envahisseurs étrangers, et en premier lieu contre les Italiens, qui avaient occupé la majeure partie du pays, prendrait un caractère particulièrement résolu pour se transformer en une grande insurrection armée des masses populaires.

L'Albanie, quoique petit pays arriéré, avait par l'importante situation géographique qu'elle occupe à proximité de l'Italie et au carrefour des routes qui relie l'Orient à l'Occident, éveillé de longue date l'intérêt de la bourgeoisie italienne. A la fin du XIXe siècle, celle-ci se mua en une bourgeoisie réactionnaire impérialiste et, dès lors, ses représentants jetaient des regards cupides sur l'Albanie également, surtout sur Vlore, qu'ils appelaient le «Gibraltar» de l'Adriatique et dont ils convoitaient la possession. Mais il n'était pas aussi facile de prendre pied en Albanie que dans certains pays d'Afrique, où l'Italie avait porté ses troupes à la fin du siècle dernier pour y fonder ses premières colonies, puis pour les agrandir au début de ce siècle. Après la Somalie et l'Erythrée, (qui, en raison de leurs ressources relativement moindres, n'avaient pas été occupées par les autres puissances impérialistes), elle passait en 1911, en Lybie, cette province de l'Empire turc, qui glissait alors vers son effondrement total. L'occupation de Vlore, de cette importante position stratégique qui commandait l'entrée de l'Adriatique, ne pouvait cependant se réaliser sans susciter de très sérieux conflits avec les autres grandes puissances tout aussi intéressées que l'Italie à l'Albanie, au premier chef avec l'Autriche-Hongrie.

Pour que les Italiens s'installent à Vlore, il fallait donc que se créent des circonstances propices et en premier lieu que l'accord conclu entre les puissances pour le maintien du statu quo territorial de la partie européenne de l'Empire turc, qui englobait l'Albanie, fût annulé. Ces circonstances parurent justement se faire jour à la fin de 1912, lorsque les quatre alliés balkaniques, la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro et la Grèce, attaquèrent la Turquie et l'emportèrent aisément sur cet empire pourri et épuisé par les coups réitérés qui lui avaient été portés, surtout par les luttes des nombreux peuples qu'il maintenait sous son joug, et notamment du peuple albanais. En 1912, la lutte du peuple albanais pour la conquête de son autonomie s'était muée en une insurrection générale armée. A la fin de la même année, les trois monarchies balkaniques voisines occupaient l'Albanie dans l'intention manifeste de se la partager.

A ce moment, l'armée italienne, prête à mettre la main sur la «tranche» qu'elle considérait comme lui étant réservée ¹⁾

1) L. Cadorna, *Altre pagine della grande guerra*, Milano, 1935, pp. 101-103.

n'attendait que l'ordre d'appareiller vers le littoral albanais et de débarquer à Vlore. Si Rome ne donna pas, à ce moment-là, cet ordre, c'est que l'armée grecque, qui avait débarqué à Himare et dans l'île de Sazan, s'était arrêtée devant Vlore, où fut proclamée, le 28 novembre 1912, l'indépendance de l'Albanie, suivie de l'accord des six grandes puissances (Italie comprise) sur la reconnaissance d'un Etat albanais indépendant. Deux ans plus tard cependant, la situation se modifiait, et, à la fin de 1914, les soldats italiens pouvaient prendre pied à Vlore sans coup férir.

Pour mener à bien cette entreprise d'agression, Rome mit à profit les circonstances propices tant extérieures qu'intérieures. Sur le plan international, ces circonstances avaient été créées par la Première Guerre mondiale. Divisées en deux blocs adverses, cinq des six grandes puissances européennes, qui, par leur décision du 29 juillet 1913, avaient placé l'Etat albanais sous leur «garantie» collective, étaient dès lors en lutte pour un nouveau partage des débouchés, des colonies, des sphères d'influence, en fait pour une révision de la carte politique du monde. Les deux groupes impérialistes, la Grande-Bretagne, la France et la Russie tsariste d'une part, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie de l'autre, cherchaient, chacun pour sa part, aux fins de leur victoire militaire, à rallier également à eux l'Italie. Les classes dirigeantes de cette dernière ne s'étaient pas immédiatement jetées dans la guerre ni du côté de ses alliées, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, à cause des profondes divergences qui l'opposaient à elles, ni dans le camp adverse. Toutefois, la bourgeoisie impérialiste italienne, bien qu'ayant proclamé sa «neutralité», désirait participer à ce nouveau partage du monde; elle tenait même à recevoir la plus grande part possible du «butin» que les vainqueurs se partageraient à la fin de la guerre, aux négociations de paix. Et l'Albanie était considérée comme une partie de ce «butin». Les puissances belligérantes étaient donc prêtes à revoir les décisions de 1913 relatives à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Etat albanais. Les plus disposées dans ce sens étaient celles de l'Entente, dont les intérêts dans l'Adriatique n'étaient pas aussi importants que ceux de l'Autriche-Hongrie. Néanmoins, Vienne elle-même, face à la menace de Rome de s'engager dans le camp adverse, était prête à laisser l'Italie s'installer à Vlore pourvu que celle-ci maintînt sa «neutralité». De leur

côté, et pour le même motif, les diplomates allemands l'incitèrent à dépêcher ses troupes à Vlore au plus tôt²⁾.

Les cinq grandes puissances européennes belligérantes ne furent pas seules à encourager l'Italie dans ce sens. Elle y fut également poussée par Athènes, qui, comme Rome, avait proclamé sa «neutralité» dans le conflit mondial et qui cherchait à exploiter ce conflit en faveur de ses visées expansionnistes bien connues sur l'Albanie, en particulier sur les deux régions du Sud, ainsi que sur l'Asie Mineure, etc. Les deux autres voisins balkaniques de l'Albanie, la Serbie et le Monténégro, nourrissaient, eux aussi, des desseins semblables, mais étant engagés dans une guerre à mort avec l'Autriche-Hongrie, ils étaient entièrement absorbés par cette lutte dont l'issue devait décider de leurs destinées. Cette incitation de la bourgeoisie grecque aux impérialistes italiens était donc suscitée par l'espoir d'un partage éventuel de l'Albanie. L'Italie était la grande puissance la plus intéressée à l'Albanie méridionale. En fait, lorsque, en 1913, les puissances fixèrent les frontières politiques de l'Etat albanais, ce furent ses représentants qui s'opposèrent le plus vivement aux prétentions grecques sur Korçe et Gjirokaster. Mais les Italiens s'installaient eux-mêmes à Vlore, il leur serait difficile de ne pas reconnaître l'occupation de l'Albanie du Sud par la Grèce. En fait, celle-ci occupait déjà la région, sauf que, depuis avril 1914, ses troupes s'y trouvaient de façon «illégal», se couvrant de l'action des prétendus «Nord-Epirotes» et de leur gouvernement³⁾. D'autre part, si l'occupation de la région de Vlore devait aboutir à son annexion pure et simple par l'Italie, Rome pourrait difficilement refuser à la Grèce de s'annexer l'Albanie du Sud. Il s'ensuivit, dans les premiers mois du conflit

2) A. Salandra, *La neutralità italiana 1914-1915*, Milano, 1928, pp. 396-397.

3) A la mi-février 1914, les six grandes puissances européennes demandèrent à la Grèce d'évacuer Korçe et Gjirokaster qu'elle avait occupées de décembre 1912 à mars 1913. Le retrait des troupes devait commencer le 1er mars, d'abord par Korçe et Sazan, et avoir pris fin le 31. Toutefois, ce n'est qu'à la fin du mois d'avril que le Gouvernement d'Athènes notifia aux puissances le retrait de ses forces de l'Albanie du Sud, au moment même où la bourgeoisie grecque avait mis en scène «l'autonomie du Nord-Epire». C'était là en fait, un plan politique pour faire obstacle à la réunion de Korçe, et de Gjirokaster à l'Etat albanais, Athènes présentant cette mise en scène comme un mouvement soi-disant spontané des populations locales.

mondial, non seulement une activité diplomatique fébrile entre l'Italie et les cinq autres grandes puissances européennes, mais aussi une action coordonnée entre Athènes et Rome. «La Grèce souhaite que la crise actuelle débouche sur une situation qui permettra à l'Italie de s'établir à Vlore»; c'est en ces termes que s'exprimait le premier ministre grec en présence du représentant diplomatique italien à Athènes à la fin d'août 1914. Dans cette éventualité, «tout désaccord entre l'Italie et la Grèce s'aplanirait au mieux» ajoutait Vénizélos⁴), qui voulait apaiser par là les inquiétudes de Rome quant aux Nord-Epirotes», qui avaient alors poussé jusqu'à Berat.

Les démarches diplomatiques de Rome et d'Athènes furent suivies d'opérations militaires. A la fin d'octobre 1914, le gouvernement grec dépêcha des renforts à ses unités stationnées en Albanie du Sud. De son côté, au même moment, l'Italie s'emparait de l'île de Sazan, évacuée par l'armée grecque quelques mois auparavant, et occupait, à la fin de décembre 1914, Vlore également.

Sur le plan intérieur, la circonstance qui facilita l'action des envahisseurs était constituée par la profonde crise politique que traversait alors le pays. Bien que deux années se fussent écoulées depuis la proclamation de l'indépendance par l'Assemblée de Vlore, l'Albanie n'avait pas réussi à se consolider en tant qu'Etat. Les raisons en étaient à la fois de nature extérieure et intérieure. Les puissances étrangères, y compris celles de l'Adriatique, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, ainsi que les pays balkaniques voisins, adoptèrent une attitude hostile à l'égard de l'Etat albanais à peine formé. La bourgeoisie albanaise était faible, divisée en divers groupes, incapable de neutraliser les nombreuses interventions étrangères, dont certaines se manifestèrent même sous des formes organisées. Telle l'activité de la Commission internationale de Contrôle, que les puissances chargèrent de guider l'Etat albanais. Nombreux étaient notamment, les grands propriétaires terriens et autres éléments réactionnaires, prêts à suivre la politique de telle ou telle puissance. Les représentants de la bourgeoisie nationale albanaise se montrèrent inaptes à gagner à eux la paysannerie, à diriger son mouvement, pour créer ainsi à l'Etat albanais une large assise sociale. De la sorte,

4) *I documenti diplomatici italiani* (plus loin DDI), Ser. V, I, Roma, 1954, doc. 402 et 433.

le peuple ne fut en mesure d'opposer une résistance organisée ni aux agresseurs grecs ni aux agresseurs italiens. La lutte qui se livra au début entre les insurgés de l'Albanie Centrale et les forces du régime de Wied, puis entre les premiers et les mercenaires d'Essad pacha Toptani, en absorbant des forces humaines considérables, ne permettait pas de former un front contre le danger extérieur de plus en plus menaçant.

Les occupants déclarèrent que leur action avait un caractère «provisoire», qu'ils étaient venus pour «assurer» l'ordre public(!). De telles allégations fallacieuses, parmi bien d'autres, coutumières aux envahisseurs, avaient pour but de couvrir les marchandages encore en cours aux dépens de l'Albanie, et de mettre également en sommeil la vigilance des masses populaires albanaises. Les tractations des puissances aux dépens de l'Etat albanais, de son indépendance et de son intégrité territoriale, amorcées au début de la Première Guerre mondiale, devaient aboutir à Londres, le 26 avril 1915, à la signature d'un traité secret entre l'Italie et les trois puissances de l'Entente: l'Angleterre, la France et la Russie tsariste. Dans leurs négociations avec leurs collègues italiens, les représentants de ces trois puissances réussirent à leur faire accepter que l'Albanie ne fût pas entièrement réservée à l'Italie, mais que le Sud fût cédé à la Grèce «neutre», et le Nord à la Serbie et au Monténégro, qui combattaient à leurs côtés. Ainsi après neuf mois de marchandages avec les deux coalitions, les impérialistes italiens décidèrent de sortir de leur neutralité, de renier l'ancienne alliance qui les liait depuis plus de trente ans à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie, pour se joindre aux puissances de l'Entente contre leurs anciens alliés. La majeure partie de la bourgeoisie italienne trouvait la nouvelle alliance plus avantageuse à la réalisation de ses visées rapaces. L'Italie révolutionnaire bourgeoise de la première moitié du XIXe siècle, l'Italie du temps de Garibaldi, qui s'était battue elle-même pour secouer le joug étranger, s'était désormais transformée en une Italie impérialiste, qui visait à assujettir d'autres pays, à s'approprier le fruit de leur labeur et leurs richesses. La bourgeoisie italienne ambitionnait une expansion de son pays au-delà de ses frontières nationales, elle comptait faire de l'Adriatique le «mare nostrum», s'établir sur la côte de la Péninsule Balkanique, utiliser les pays arriérés de cette péninsule comme une source de matières premières pour son industrie et un débouché de ses produits, pousser encore plus loin vers l'Etat, agrandir ses colonies, etc. Dans ce plan

expansionniste italien, l'Albanie occupait une place particulière.

Trois des seize points que comportait le traité du 26 avril 1915, les points 5, 6 et 7, se rattachaient au problème albanais, aux visées de l'Italie et de ses nouveaux alliés. Le point 5 (qui concernait également les régions et les îles yougoslaves bordant l'Adriatique) prévoyait que le littoral albanais, depuis la Buna au nord jusqu'à l'embouchure du Drin au sud, le port de Shengjin y compris, devaient passer à la Serbie et au Monténégro. Ce tronçon du littoral de même que son prolongement jusqu'à l'embouchure de la Vjose au sud devaient être neutralisés. Le port de Durres demeurerait à l'Etat albanais, soi-disant indépendant. Le point 6 stipulait que Vlore et l'île de Sazan passaient à l'Italie sous sa pleine souveraineté, en même temps qu'un triangle de territoire assez étendu, dont les limites n'étaient tracées que sommairement. Il devait avoir pour côtés au nord et à l'est le fleuve Vjose, et au sud une ligne qui, partant de la Vjose non loin de Tepelene allait jusqu'à Himare, en traversant, bien entendu, Kurvelesh. Aux termes du point 7, l'Italie s'engageait à ne pas s'opposer au désir éventuel de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie de voir le Nord et le Sud de l'Albanie, dont les limites n'étaient pas définies, partagés entre le Monténégro, la Serbie et la Grèce. Cet engagement de l'Italie était subordonné à une seule condition : elle ne serait contrainte de souscrire à ce désir éventuel des Alliés que si elle-même recevait pour sa part, comme le stipulaient les points 4, 5 et 6 du traité, le Trentin, l'Istrie, la Dalmatie avec les îles et Vlore, et après qu'un Etat albanais autonome neutralisé aurait été formé en Albanie Centrale. En outre, l'Italie acceptait de laisser libre à l'est de l'Albanie une étendue de territoire suffisante pour assurer à la Grèce et à la Serbie une frontière commune à l'ouest du lac d'Ohrid. Ce territoire devait être gardé en réserve pour le cas où la Bulgarie se rangerait aux côtés des puissances de l'Entente, qui s'employaient dans ce sens à Sofia en lui promettant, entre autres, la Macédoine jusqu'à Ohrid.

Ainsi, les régions qui avaient été englobées en 1913 dans les frontières politiques de l'Albanie, devaient être morcelées de la façon la plus barbare : seules les contrées de l'Albanie centrale, peuplées en grande majorité de populations musulmanes, devaient constituer l'Etat dit albanais. Toujours aux termes du point 7 du traité secret de Londres, la repré-

sentation de cet «Etat» dans ses relations avec l'étranger devaient être assumée par l'Italie, ce qui signifiait en fait que le futur Etat albanais serait placé sous le protectorat italien ⁵.

Maîtresse de l'Adriatique nord, du littoral dalmate et des îles qui le bordent, avec la neutralisation, prévue par le traité, de la côte serbo-monténégrine, du littoral albanais et du détroit de Corfou, et installée à Vlore, l'Italie commanderait totalement l'Adriatique. En conséquence, les Etats riverains de cette mer se trouveraient sous la menace de l'impérialisme italien. De plus, Rome ne consentait à la cession de l'Albanie du Nord à la Serbie et au Monténégro qu'à la condition de s'annexer elle-même les régions du nord et de l'est de l'Adriatique, qui comprenaient, entre autres, des territoires peuplés par les Slaves du Sud. A ces mêmes conditions était également liée la cession de l'Albanie du Sud à la Grèce. Ainsi, par le traité de Londres de 1915, le gouvernement italien, s'il ne parvint pas à assurer au nord et sud les frontières de l'Albanie délimitées en 1913, réussit néanmoins à en subordonner le partage avec les voisins balkaniques à la «question de l'Adriatique», c'est-à-dire au partage des territoires austro-hongrois du littoral adriatique, revendiqués également par les Yougoslaves.

Les signataires du traité secret de Londres, à leurs fins impérialistes, violaient donc de la manière la plus brutale les décisions de 1913, partageaient de nouveau les territoires de l'Albanie, portaient atteinte à son indépendance, et foulaient ainsi aux pieds les droits souverains du peuple albanais.

Un mois plus tard, en mai 1915, l'Italie déclarait la guerre à l'Autriche-Hongrie. Le conflit mondial dura plus de quatre ans. Il devait se terminer en novembre 1918 par la victoire des puissances alliées de l'Entente, et de la puissance associée, les Etats Unis d'Amérique, entrés en guerre en avril 1917, pour participer eux aussi au partage du «butin». Trois des pays voisins de l'Albanie, qui nourrissaient des convoitises sur son territoire, l'Italie, la Grèce et la Yougoslavie, étaient parmi les vainqueurs. La Grèce était entrée en guerre à l'été 1917, et l'Etat des Serbes, Croates et Slo-

5) *Mezhdunarodnie otnoshenija v epohu imperializma. Dokumenti iz arhivov tsarskogo i vremennogo pravitelstv*, Ser. III vol. VII. deuxième partie, doc. 612, pp. 256-258.